



Grigny  
VILLE POUR LA PAIX

**Philippe RIO**

**Maire de Grigny**

Vice-président de Grand Paris Sud  
Seine - Essonne - Sénart

**JANVIER 2017**

## LETTRE ADRESSÉE À FRANÇOIS HOLLANDE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Monsieur le Président,*

Le 29 Janvier 2015, vous avez convié une délégation de Maires de l'association « Ville et Banlieue » pour évoquer le rapport entre les villes populaires et la République après les événements de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher. Un tel moment dans la vie d'une commune comme Grigny a suscité de la fierté mais aussi de fortes attentes. Vous vous en souvenez, j'ai profité de cette occasion pour vous remettre « le Manifeste de la République pour Tous », dans lequel nous avons retracé un certain nombre de pistes pour relever le défi du retour de la République dans ces villes victimes d'un apartheid social et territorial. Ce manifeste était accompagné d'un courrier demandant de classer « l'Enfance et la Jeunesse : Grandes Causes Nationales », de donner des moyens exceptionnels et durablement mobilisés et enfin je vous ai proposé de faire de Grigny un laboratoire d'expérimentation pour la République.

En grande partie ces revendications grignoises ont été entendues et je tiens à vous en remercier sincèrement. En effet, suite à notre rencontre, les services de l'État ont diligenté un rapport interministériel pour évaluer l'efficacité et le niveau de réalisation des politiques publiques des administrations centrales à Grigny. Ce rapport - unique en France - nous a été remis par Monsieur le Premier Ministre Manuel Valls le 26 juillet 2016 à Matignon.

Après un été de rédaction, nous avons cosigné, Ville, Grand Paris Sud, Etat, une Annexe au Contrat d'Intérêt National Porte-Sud spécifique à la ville de Grigny. Ce document, appelé « Feuille de Route Grigny 2030 », fixe un cap et un certain nombre de mesures clefs pour accélérer le retour de Grigny dans le droit commun républicain. Le 26 juillet a été officialisée l'arrivée sur le territoire de Grigny d'un délégué du gouvernement en la personne de Monsieur Vincent Léna, pour animer la co-construction de solutions concrètes, notamment en matière financière, puisque ma ville souffre d'une surcharge scolaire évaluée à ce jour à 2 millions d'euros par an (chiffre cité dans le rapport interministériel), et éducative.

Monsieur le Président, je sais que comme moi vous avez pris connaissance du rapport de l'UNICEF « Grandir en France : les lieux de vie comme marqueur social ». Les résultats sont édifiants. Les territoires dits prioritaires sont ceux où la croyance en la promesse républicaine est la plus faible. Vous ne pouvez pas accepter cela. Sachez que l'équipe municipale reste mobilisée et déterminée pour lutter pied à pied contre ce qui n'est pas une fatalité.

Ce qui est en jeu ici à Grigny dépasse la simple dimension locale. Grigny est un symbole et réussir Grigny, c'est réussir la République.

Ensemble, Ville et Etat, nous avons déjà avancé sur ce chemin, avec la mise en place d'une méthode exemplaire pour rendre concret le changement au service des habitants. Nous avons travaillé à rendre lisibles les politiques publiques de chacun et à remettre dans le droit commun un certain nombre d'entre elles. Nous avons ainsi pu dégager des marges de progrès sur lesquelles agir et redonner espoir aux habitants.

- En matière scolaire, nous finalisons ensemble un Grand Projet Éducatif. L'Éducation Nationale devrait s'engager à la rentrée par des efforts sans précédent pour remettre l'école au cœur du pacte républicain.
- En ce qui concerne la tranquillité publique et la sécurité, la ville s'est associée aux promesses de votre gouvernement du retour d'un commissariat de plein exercice et de mobilisation de moyens supplémentaires à Grigny par la création d'une police municipale et le renforcement du dispositif de médiation.
- Nous avançons aussi sur le droit à la ville. L'Anru II devrait apporter des moyens très prochainement à hauteur des besoins des habitants de Grigny 2 et de la Grande Borne. L'Opération d'Intérêt National Orcod permettra rapidement une intervention forte sur les quartiers des Sablons et des Tuileries pour engager le redressement durable de la copropriété Grigny 2. La relance de la ZAC Cœur de Ville-République doit permettre de construire une centralité à Grigny et un véritable Centre-Ville qui sera un atout du bien vivre ensemble.

Pourtant, la réussite de ce travail partagé et innovant n'est pas assurée. Monsieur le Président, j'en appelle à vous pour que nous réussissions à faire aboutir, à concrétiser ce combat exemplaire pour l'égalité et le développement urbain et social.

Nous avons engagé avec votre Ministre de la ville, Patrick Kanner un travail important concernant le départ du supermarché Casino et ce afin que Grigny ne soit pas victime d'un apartheid commercial. La situation est aujourd'hui bloquée par l'entêtement du groupe Casino qui refuse d'accéder à la requête du repreneur pourtant prêt à entrer dans les murs du centre commercial. Notre ville a également besoin d'un pacte budgétaire solide qui reconnaisse sa spécificité et sanctuarise dans le temps son redressement financier. Cette mesure passe par des engagements fermes en matière de dotation, mais aussi une méthode de restructuration de la dette conduisant à alléger les charges qui pèsent sur la ville.

Il faut à Grigny un accompagnement sur la question scolaire à hauteur des enjeux posés par une ville qui scolarise le double d'élèves qu'une commune de même strate. Cela pourrait être la mise en œuvre pendant 3 ans d'une dotation «innovation éducative» de 2 M€ à prendre sur le fonds national des rythmes scolaires. L'école est au cœur de la République et les enfants de Grigny doivent bénéficier impérativement des conditions optimales de réussite.

Je vous présente, Monsieur le Président, en mon nom et au nom de l'ensemble de l'équipe municipale mes meilleurs vœux républicains. Le temps qu'il nous reste pour agir ensemble est contraint. Pour autant, j'ai confiance : nous pouvons encore relever ensemble, pour la République, le défi grignois. Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon profond respect.

Le Maire,

*Avec mes salutations républicaines*



Vice-président de Grand Paris Sud  
Philippe RIO